



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Ukraine

Question au Gouvernement n° 1654

Texte de la question

UKRAINE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lellouche, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Pierre Lellouche. Monsieur le président, cette question s'adressait à M. Fabius. En son absence, elle s'adressait au Premier ministre. Je ne sais plus, maintenant, à qui elle s'adresse, mais vous allez décider entre vous ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Elle concerne, en tout cas, un sujet d'une importance capitale pour l'avenir de l'Europe, je veux parler de l'Ukraine. Il y a deux mois et demi, le président ukrainien Ianoukovitch décidait de rompre brutalement les négociations avec l'Europe et de ne pas signer l'accord d'association. Pour prix de ce retournement, M. Poutine lui avait promis 15 milliards de dollars et une baisse sensible du prix du gaz. En bref, l'Ukraine retournait dans le giron de la Grande Russie.

Mais la réaction imprévue du peuple ukrainien qui, deux mois et demi après, occupe toujours la place de Maïdan, a stoppé net ce scénario. Les Ukrainiens ont envie des valeurs de l'Europe. Ils refusent de continuer avec ce régime qui pille sans vergogne le pays. Mes chers collègues, le prix de cette insurrection contre un régime qui pratique la corruption et le pillage a été très lourd : six morts, des milliers de blessés, souvent torturés, 200 journalistes bastonnés, les auteurs de ces crimes agissant en toute impunité.

La crise atteint, ces jours-ci, son apogée, puisque, après la démission du Premier ministre, un nouveau gouvernement doit être nommé dans les jours qui viennent. De deux choses l'une : soit ce sera un gouvernement tourné vers les élections, soit ce sera un gouvernement qui retournera vers la Russie.

Depuis le début de cette crise, la France se caractérise par un silence assourdissant. Je voudrais donc demander à quiconque est là pour répondre...

M. Jean Glavany. Ce sont les questions au Gouvernement ! Un peu de respect !

M. Pierre Lellouche. ...quelle est la politique de la France à l'égard de l'Ukraine. Y a-t-il une politique vis-à-vis de ce pays ? Y a-t-il une politique concernant d'éventuelles sanctions ? Y a-t-il une politique vis-à-vis de la Russie ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des affaires européennes.

M. Thierry Repentin, ministre délégué chargé des affaires européennes. Monsieur le député, je ne vous ai pas vu en Ukraine lorsque je m'y suis rendu à plusieurs occasions au début du mois de décembre !

M. Pierre Lellouche. J'y étais hier !

M. Thierry Repentin, ministre délégué. Je ne vous ai pas vu à Vilnius lorsque nous avons traité le problème ukrainien (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*)...

M. Pierre Lellouche. Ce n'est pas vrai !

M. Thierry Repentin, ministre délégué. ...à l'occasion d'une rencontre avec les ministres européens ! Je ne vous ai pas vu à Bruxelles pour connaître l'implication de l'Union européenne...

M. Bernard Deflesselles. Zéro !

M. Thierry Repentin, ministre délégué. ...car il s'agit de l'implication de l'Union européenne, dans ce dossier.

Plusieurs députés du groupe UMP . Zéro !

M. Thierry Repentin, ministre délégué. Monsieur le député, plusieurs principes devraient vous mobiliser comme nous le sommes.

Premier principe : il faut que les violences cessent. Nous n'avons cessé de le dire aux autorités ukrainiennes,...

M. Pierre Lellouche. Vous n'avez rien dit !

M. Thierry Repentin, ministre délégué. ...comme l'a dit Laurent Fabius, voici dix jours, au ministre des affaires étrangères ukrainien.

M. Pierre Lellouche. Vous n'avez pas dit un mot !

M. le président. Monsieur Lellouche. Vous avez posé votre question, écoutez la réponse !

M. Thierry Repentin, ministre délégué. Nous avons aussi assuré en direct les principaux leaders de l'opposition – M. Iatseniouk et M. Klitschko –, voici quelques jours, que nous serions à leurs côtés.

Deuxièmement, nous devons mobiliser la communauté internationale, et notamment l'Union européenne et les institutions financières internationales, pour la mise au point d'un plan d'accompagnement financier dès lors qu'il y aura, en face, des réformes structurelles, économiques et politiques.

M. Pierre Lellouche. Où est la France ?

M. le président. Monsieur Lellouche !

M. Thierry Repentin, ministre délégué. Nous devons aussi, collectivement, assurer au peuple ukrainien que nous étions à ses côtés pour faire pression, et cela a marché. J'en veux pour preuve les décisions prises il y a quelques jours par le Parlement ukrainien, la Rada, qui a abrogé une dizaine de lois scélérates...

M. Pierre Lellouche. Elle n'a rien abrogé ! Vous ne connaissez même pas votre dossier !

M. Thierry Repentin, ministre délégué. ...et liberticides votées le 16 janvier dernier.

M. Guy Geoffroy. Je n'ai rien compris !

M. Thierry Repentin, ministre délégué . Monsieur le député, ce qui compte, c'est que nous soyons force de proposition pour que le dialogue politique avec l'Ukraine soit de nouveau serein et pour que le mandat de Cathy Ashton soit couronné de succès dans les jours qui viennent. Elle est en Ukraine aujourd'hui. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lellouche](#)

Circonscription : Paris (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1654

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 février 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 février 2014](#)